

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 21 - 1 FRANC - 22-9-1971

Marcellin

TA POLICE FOUT LE CAMP

la France à l'heure monétariste

De l'avis de tous les observateurs, la déclaration de Chaban n'a rien apporté de nouveau. Pompidou, qui n'est pas l'homme des coups de théâtre, n'en dira sans doute pas beaucoup plus. C'est que la crise monétaire plonge tout le monde dans la perplexité. Quelques jours avant Camp David, Giscard déclarait : « Il n'y aura pas cette année de crise majeure. » La surprise se mêle à l'affolement et à la résignation. Comme tout peut changer d'un jour à l'autre, on comprend la prudence du Premier Ministre.

Seul le Japon fait ouvertement face. Les Six se sont mis d'accord sur des principes, mais chacun mène une politique différente. Plus encore qu'auparavant, tout le monde semble se déterminer en fonction des Etats-Unis et non de sa dynamique propre. Ceci est normal, si l'on songe à la thèse classique qui impute les difficultés inflationnistes de l'Occident au déficit de la balance U.S. En fait, les sociétés multinationales ne sont pas aux ordres de Nixon et elles jouent un grand rôle dans le carrousel des eurodollars. L'inflation structurelle dont souffre la France est masquée par cet alibi. Il est puéril de rendre les Etats-Unis responsables de tous nos maux, même si son gouvernement actuel semble décidé à ne plus supporter seul les charges de défense du monde libre et à « se rembourser du plan Marshall ».

Ce qui explique aussi les regards tournés vers Washington, est que la pensée économique actuelle y est concentrée. Rueff a eu une influence certaine sur la politique gaulliste ; l'orthodoxie monétaire française reste imprégnée de ses principes. Mais la plupart des gouvernements actuels s'inspirent de penseurs américains. Or ceux-ci ne créent, ne conçoivent et ne conseillent que dans le cadre de la lutte contre leur inflation nationale. Trois grandes tentatives se partagent le devant de la scène.

LES ÉCOLES EN PRÉSENCE

L'équipe de Nixon est principalement imbuée des thèses de Milton Friedman.

C. R. U.

Congrès Royaliste Universitaire.

En vue de la préparation du C.R.U., une permanence se tiendra le mardi et le jeudi, de 16 à 20 heures. Adresser toute correspondance au Secrétariat National Universitaire de la N.A.F. (mention C.R.U.), 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).

Chef de file de l'école monétariste, ce professeur de Chicago a juré de réfuter Keynes, et prononce depuis quinze ans des conférences incendiaires où il se fait l'apôtre de la non-intervention de l'Etat et de la libre concurrence. Pour lui, le seul moyen de vaincre l'inflation est la régulation de la masse monétaire, par les diverses variables instrumentales (taux de réescompte, coefficients de réserve, open market) ; pendant un certain laps de temps, la confiance tarde à revenir (anticipation sur de nouvelles hausses), et un fort volant de chômage est donc à supporter. Ce délai ne va pas tarder à passer, et les U.S.A. entrent aujourd'hui dans une vigoureuse phase d'expansion. Sans justifier le protectionnisme, Friedman admet que son pays a, comme les autres, le droit de se défendre.

Son principal adversaire est le Prix Nobel Paul Samuelson, hérald du néo-keynesianisme, qui a beaucoup influencé le président Johnson. Son cheval de bataille actuel est la nécessité d'une politique de revenus ; il attaque férocelement le monétarisme et le rend responsable du marasme actuel. Selon lui, il faut revenir aux « guide lines » et recourir à la politique budgétaire pour sortir de l'impasse.

Au contraire de ses deux rivaux, avant tout universitaires et scientifiques, J.K. Galbraith est un politique qui s'intéresse à la campagne démocrate pour 1972. Selon lui, la contrainte est le seul moyen de guérir de l'inflation, pour la simple raison qu'il n'en existe pas d'autres. Bloquer les prix et les salaires serait la seule voie réaliste.

Soucieux de son équation personnelle, Nixon a quelque peu bafoué l'orthodoxie libérale. Cependant, il est à peu près admis que, depuis trois ans, le monde occidental est friedmanien.

QUEL EST L'INSPIRATEUR PRINCIPAL DE LA POLITIQUE FRANÇAISE ?

Cette analyse est-elle adaptable à la réalité française ? Il est bon de penser tout d'abord que :

— Le monétarisme est avant tout un raisonnement macro-économique qui reprend le credo classique sur les mécanismes du marché libre. Il n'admet pas la désagrégation des variables économiques, ni la validité de la construction de modèles détaillés. Or l'ensemble de la planification française repose sur « Fifi », qui est un mécanisme complexe relevant d'un keynesianisme abâtardi. Une option monétariste au sommet amènerait un conflit avec les outils de prévision.

— L'économie française est beaucoup plus « mixte » qu'outre-Atlantique ; les lois du marché n'y jouent pas de même. L'inflation dont nous souffrons n'est pas associée à un chômage important, elle semble avoir des causes profondes et liées à des

facteurs extérieurs dans les mécanismes de fixation des prix.

— L'impact d'une politique monétaire semble devoir se concentrer sur les secteurs qui ont souvent recours au crédit pour investir ; c'est-à-dire principalement la construction et les services publics, lesquels sont très étatisés en France ; d'où un effet global restreint. Cependant, il est possible que ce soit le rapport des prix des biens de consommation aux biens d'investissement qui serve de courroie de transmission aux effets des régulations de la masse monétaire. C'est une des grandes idées de Friedman, mais les chroniques qu'il présente à l'appui de sa thèse ne sont qu'à moitié convaincantes. (On peut d'ailleurs en dire autant pour Galbraith.)

Alors, blocage des prix, politique des revenus ou politique monétaire ? Le système des contrats de progrès, des contrats anti-hausses, se rapproche plutôt de la deuxième solution. Le blocage semble pour l'instant une menace lointaine, mais le nombre de l'audience des « friedmaniens » ne cesse de s'accroître.

Giscard a déclaré qu'un seul taux d'inflation était admissible : zéro. Mais il n'est pas seulement économiste, mais aussi ministre et chef de parti. Il porte alternativement telle ou telle casquette. Les divisions de la majorité le préoccupent autant que la morgue de M. Schiller. Ceci a le grave inconvénient d'empêcher la construction d'une doctrine monétaire française cohérente, qui puisse réaliser la synthèse des constructions économétriques existantes et des nécessités internationales. En mai 70, il déclarait aussi : La France était sur la carte, il y a deux ans, une tache sombre ; elle est claire aujourd'hui. Espérons qu'il ne sera pas trop accaparé par ses activités électorales pour éviter qu'elle ne se noircisse à nouveau.

Philippe-Henri DUROCHER.

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Marcellin, ta police fout le camp !

Scandaleuse ou justifiée, selon le point de vue auquel l'observateur se place, la révolte des policiers vient, dans sa soudaineté et son ampleur brutale, de modifier une des données fondamentales de la vie politique sous la V^e République. Considéré jusqu'à présent comme le parti de l'ordre, s'appuyant fortement sur les forces du même nom, le groupe majoritaire au pouvoir voit son autorité bafouée par ceux-là même qu'il avait chargés de le défendre contre les contestataires de la société qu'il représente. Au moment où « La Nouvelle Société » s'avère impuissante à résoudre les conflits sociaux et les revendications syndicales, où l'Etat, divisé entre les conseils contradictoires de ses experts, hésite sur la politique à suivre dans la confusion monétaire internationale actuelle, où les Français enfin voient avec inquiétude s'aggraver les conditions de leur vie quotidienne (transports, logements, écoles, etc.), la rébellion de certains corps de police est un avertissement très grave. Signe avant-coureur d'une prochaine déchéance de l'Etat, s'il n'est pas remédié d'urgence à la situation présente, il impose à chaque citoyen de réfléchir à ses responsabilités politiques et, en premier lieu, de s'interroger sur les raisons de la crise.

UNE ÉQUIVOQUE PERMANENTE

Il faut remonter au printemps de 1958, peu de temps avant le 13 mai, pour retrouver une opposition de la police aux pouvoirs publics aussi caractérisée que celle qui s'est manifestée voici quelques jours. A l'époque, le régime parlementaire de la IV^e République « faisait eau » de toutes parts, les complots se tramaient à ciel ouvert, tant à Paris qu'à Alger, et personne ne s'indignait de l'éventuel renversement d'un régime qui avait échappé de peu au raz de marée poujadiste. Un bombardement de tomates à Alger le 6 février 1956, avec Guy Mollet pour cible, avait d'ailleurs failli le mettre à bas. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce que la police, peu désireuse de tenir le rôle de garde prétorienne-kamikaze, se laissât emporter par le courant général. En s'insurgeant alors contre le régime en place, elle jouait gagnante à tous les coups : si celui-ci n'était pas remplacé, il demeurerait néanmoins trop faible et avait trop besoin d'elle pour être en mesure de la sanctionner ; en revanche, si un nouveau régime s'installait, il saurait remercier la police d'avoir contribué à la chute du précédent et, en tout état de cause, avait besoin de son concours actif pour asseoir son autorité naissante. La deuxième hypothèse se réalisa. La police n'y perdit point. Du moins jusqu'à l'explosion d'aujourd'hui.

L'analyse qui vient d'être faite ne se veut nullement insultante pour la police dont le

sens du service de l'Etat, chez la plupart de ses membres, est incontestable. Mais la notion de service de l'Etat est inséparable de la nature de cet Etat et ce n'est pas du machiavélisme que d'en tenir compte. Les institutions démocratiques sous lesquelles nous vivons transforment petit à petit tous les corps constitués en groupes de pression et les administrations d'autorité n'échappent pas à la règle. Chargées de défendre l'unité de l'Etat contre les tendances à la désintégration auxquelles les groupes de pression soumettent celui-ci, ces administrations se comportent à leur tour en groupes de pression vis-à-vis de l'Etat lorsqu'elles considèrent que la politique gouvernementale ne coïncide plus avec la satisfaction de leurs intérêts propres. Certes, l'opposition de leurs aspirations aux choix du pouvoir est plus lente à se manifester que ne l'est celle des particuliers. Mais lorsqu'elle survient, elle n'en est que plus dramatique : divorce brutal, profond, durable.

Pendant des années, et particulièrement au cours de la guerre d'Algérie, les gouvernements de la V^e République ont « choyé » leur police. Sans tapage inconsidéré, les avantages dont jouissent les forces du maintien de l'ordre au sein de la fonction publique ont été substantiellement accrus : revalorisation et accélération des carrières, mesures indemnitaires appréciables, octroi d'avantages sociaux et amélioration des conditions de travail. De cette façon, la majorité gaulliste comptait s'attacher définitivement la police et pouvoir faire appel à elle, sans risque de défection, dans les circonstances graves. Roger Frey utilisa largement cette possibilité pour accélérer la liquidation de l'Algérie Française. En mai 1968, la police ne faillit point à sa tâche malgré les conditions très difficiles dans lesquelles elle dut intervenir.

En contrepartie, toutefois, le Pouvoir ferma les yeux sur les méthodes dont la police usait pour parvenir aux résultats qui lui étaient imposés. Une répression efficace ne s'embarasse point de scrupules superflus et l'on ne peut dire qu'au cours des dix dernières années le zèle montré par les policiers dans l'accomplissement de leurs fonctions s'accompagna dans leur esprit de troubles de conscience. Du moins, s'il y en eut, furent-ils toujours strictement intérieurs. Dans le public, en revanche, une réputation se forme petit à petit dont les policiers découvrent depuis quelques mois qu'elle est très différente de l'image qu'ils auraient sans doute aimé donner.

LA MISSION DE LA POLICE

C'est ici qu'on doit se poser la question fondamentale : au service de qui la police est-elle ? De l'Etat, du gouvernement, ou des citoyens ? En fait, de tous à la fois et d'au-

cun en particulier. La mission première de la police consiste certainement à maintenir l'ordre public. Mais pas n'importe quel ordre ni de n'importe quelle façon.

L'ordre républicain ? C'est celui qui est invoqué le plus souvent. Implique-t-il néanmoins que sa défense exige que la sécurité des personnes soit sacrifiée au bénéfice de celle des pouvoirs publics en place ? Lorsqu'une manifestation dirigée contre le gouvernement se développe, les forces de police ne manquent pas pour la combattre et leur efficacité, en la circonstance, n'est plus à démontrer. Au contraire, lorsque des milliers de personnes sont regroupées dans de grands ensembles où les conditions de vie favorisent l'éclosion et le développement de la délinquance, l'insuffisance, voire l'inexistence des forces de police, est notoire. Dans les deux cas, les citoyens se trouvent bien souvent contraints à l'auto-défense, soit pour se protéger de la répression d'une police agissant comme l'instrument d'une faction politique, soit pour se protéger du banditisme auquel l'absence de police ouvre toutes les espérances.

Il appartient à l'Etat d'assurer à la fois la sécurité des personnes et le fonctionnement régulier des institutions. Dans un régime démocratique où celles-ci sont l'enjeu d'une compétition permanente, cette exigence n'a pu jusqu'à présent être satisfaite. On ne saurait s'en étonner. Un Etat divisé entre les partis a naturellement tendance à utiliser la police au service exclusif du parti au pouvoir, et celle-ci sait que ce dernier est trop faible pour lui fixer des limites d'action.

En arrivant au ministère de l'Intérieur, M. Raymond Marcellin n'a pas cru devoir essayer de dissiper le malaise qui a commencé de se développer au lendemain des événements de mai. Plus soucieux de la situation dramatique des collectivités locales, il a finalement consacré l'essentiel de son activité à la réforme des institutions locales plutôt qu'à celle de la police. Comme la plupart des conservateurs qui s'imaginent encore que les forces d'autorité, militaires ou civiles, sont inconditionnellement le rempart de l'Etat moyennant quelques discours vigoureux et une bonne solde, il s'est mépris sur la nature de ces institutions en démocratie. Sa première réaction de sanctionner sévèrement les coupables en est la preuve. Au début des événements de mai 68, les juges avaient agi de même à l'égard des premiers manifestants. Les méthodes restent les mêmes, car les rapports de force sont la règle d'or de la démocratie. La crise n'en sera pas résolue pour autant. Elle ne pourra l'être tant que l'on ne mettra pas en cause le système démocratique lui-même dans son ensemble.

Jacques DELCOUR.

KHROUCHTCHEV :

faux bonhomme et vrai stalinien

La mort de Nikita Khrouchtchev, ancien président du Conseil soviétique, aura fourni un nouvel exemple de la cécité politique des chroniqueurs nationaux et internationaux. C'est à qui vantera le plus fort les qualités du défunt, sa «volonté de paix», son «libéralisme», son «esprit large», etc. Les mythes ont la vie dure, surtout quand ils cachent des vérités gênantes qu'il convient de laisser sous le boisseau. Avant toute chose, rappelons à nos chroniqueurs quelques faits dont nous donnons une explication politique qui ne doit rien à leurs vaticinations de pseudo-moralistes.

RÉPRESSIONS DISCRÈTES

Khrouchtchev a en effet des chances de passer à la postérité. Pour l'Histoire il restera le bourreau de Budapest, l'homme qui a écrasé la première révolution post-marxiste. Mais ce n'est pas là son seul titre de gloire en la matière : l'Union Soviétique lui doit aussi l'emprisonnement ou la mise au silence de l'élite intellectuelle, les persécutions hypocrites contre les Eglises, enfin la reprise en main des nationalités opprimées. Libéralisation ? certes, juste ce qu'il faut pour que le système ne s'écroule pas. Et puis, les Occidentaux ont découvert des moyens de coercition plus efficaces que la grossière terreur stalinienne... ce qui prouve que le bon M. K. a quand même retenu du monde «libre» autre chose que ses capitaux et ses louanges. Un bon exemple de cette libéralisation trompe-l'œil est constitué par la création en 1960 des premières cliniques psychiatriques pour opposants. Plutôt que de fusiller, ce brave M. K. à l'allure débonnaire et au style fleuri, préférait tuer les âmes. Ceux qui l'ont renversé ont d'ailleurs gardé, en le perfectionnant, le système.

UN MOMENT DIALECTIQUE DE LA LUTTE POUR LE POUVOIR EN U.R.S.S.

En fait, les neuf années de Khrouchtchevisme ne présentent d'intérêt que dans la mesure où elles constituent un réajustement du problème de l'équilibre du pouvoir en U.R.S.S. Tout le problème du pouvoir en U.R.S.S. remonte à Staline. C'est ce qu'avait compris K. qui fut le meilleur stalinien avant de devenir l'accusateur du dictateur défunt. Tant que Staline fut vivant, les contradictions de l'Etat et du parti demeurèrent cachées aux yeux de l'observateur. A peine apprenait-on régulièrement des purges et des procès que l'on attribuait à la «folie» du Géorgien devenu dieu de son vivant. Seuls quelques analystes avaient clairement perçu les failles et les divisions d'un parti qui se voulait monolithique.

Le premier à avoir donné une explication

des mécanismes du pouvoir de l'U.R.S.S. fut Pierre Debray. Le premier clivage constaté concernait la vieille garde bolchevique et le reste du parti. La victoire acquise après la guerre civile et la complexification croissante des tâches avaient provoqué un afflux de nouveaux adhérents devenus les privilégiés du système : intellectuels, cadres technico-politiques, cadres administratifs. Le premier soin de Staline fut d'éliminer cette vieille garde dont le verbalisme révolutionnaire et les prétentions à la légitimité gênaient ses buts. Il est curieux de remarquer que ces révolutionnaires de la première heure ne contrôlaient plus rien dans le parti, ce qui fut la cause de leur échec.

Après la mise au pas des intellectuels marxistes réduits à chanter les louanges du «Coryphée des Sciences et des Arts» (titre officiel de Staline), et à appliquer consciencieusement le «réalisme socialiste» sous la férule de Jdanov, il ne restait plus que les cadres politiques et les technocrates comme candidats au pouvoir. Staline eut précisément une position centriste, favorisant tour à tour les deux factions, et les décimant par des épurations dès que l'une semblait l'emporter sur l'autre. A la veille de mourir, il se préparait à sévir contre les technocrates menés par Béria, grand maître de la Police et des industries atomiques. Staline mort, les luttes se déclenchèrent entre les débris des vieux bolcheviks menés par le ministre des Affaires étrangères Molotov, les technocrates guidés par Béria et Malenkov, nouveau président du Conseil, et les bureaucrates qui placèrent à leur tête Khrouchtchev.

Celui-ci avait fait carrière dans le parti, en tant que secrétaire, puis en tant que commissaire politique en Ukraine où il se signala par sa férocité envers les nationalistes ukrainiens et par sa servilité à l'égard de Staline. Les luttes de personnes masquaient des divergences d'intérêt irréductibles. Les cadres politiques puisaient leur justification d'existence dans le mythe de l'U.R.S.S. encerclée par les puissances impérialistes ; cette «menace» exigeait le maintien du contrôle du parti sur l'ensemble de l'U.R.S.S. ainsi que la défense de l'orthodoxie marxiste contre les risques de «déviation». Avec une logique tout aussi rigoureuse, les technocrates répliquaient que la doctrine devait s'adapter aux circonstances, en particulier aux circonstances économiques. La croissance de la production, impératif majeur, nécessitait une certaine déconcentration, ainsi qu'un assouplissement de la tutelle policière. L'espoir de gagner les couches nouvelles (techniciens, cadres, aristocratie ouvrière) amena les technocrates à prôner l'instauration d'une «légalité socialiste» garante d'un certain nombre de libertés concrètes : autonomie des programmes de planification, garanties pour les carrières, etc. Le réalisme des technocrates leur fit aussi desserrer l'étau dans lequel les nationalités étaient prises. Des autochtones

remplacèrent des Russes dans les républiques fédérées.

Cette libéralisation commençait à porter ses fruits : une révolte ouvrière éclata à Berlin-Est, mettant en péril le glacis soviétique et le régime d'Ulbricht. A l'intérieur même de l'Union, l'opposition releva la tête : mouvements autonomistes dans les républiques fédérées, opposition clandestine des anticommunistes russes (N.T.S.), des intellectuels et des rescapés des épurations. Ces oppositions hétéroclites firent chanceler le régime, d'autant qu'à l'intérieur de celui-ci les luttes reprirent. Malenkov lâcha Béria qui fut exécuté, mais dut abandonner son poste en février 1955. L'heure de Khrouchtchev était venue : il rétablit l'équilibre en prenant comme coéquipier le maréchal Boulganine, ancien cadre administratif. Il restait maintenant à régler l'héritage du stalinisme.

QUELLE DÉSTANILISATION ?

Dans la nuit du 24 février 1956, le nouveau maître de l'Union soviétique prit la parole et annonça sa volonté de révéler les crimes de Staline. Et après des difficultés et des désaccords avec une fraction du Comité Central, Khrouchtchev publia le rapport qui mettait officiellement fin à trente ans d'ère stalinienne. La première attaque contre Staline fut conduite par Mikoyan, vieux bolchevik ayant réussi à traverser toutes les épurations à force de pailloles et de trahisons. Khrouchtchev, en dialecticien chevronné, s'était rendu compte de la nécessité de passer à une nouvelle étape de la Révolution.

Sur le plan extérieur, plusieurs conditions militaient en faveur d'un changement, et d'abord le fait que le communisme pour la première fois arrivait au pouvoir en dehors des méthodes classiques, par la guerre révolutionnaire. Les deux exemples de la Chine et du Nord-Vietnam étaient là pour le prouver. Ensuite, il fallait continuer le travail de désagrégation des Etats occidentaux. Pendant la guerre froide, la progression de l'U.R.S.S. avait été stoppée, en particulier en Europe de l'Ouest. En favorisant un renouvellement du visage du communisme, on lui rendait ses chances. En condamnant publiquement les méthodes staliniennes, le leader soviétique s'assurait à bon compte les sympathies d'un Occident politiquement désarmé et intellectuellement en proie au «sinistrisme» des sociétés industrielles. A la même époque, les U.S.A. sortaient de la «chasse aux sorcières» mac carthyste et un fort courant neutraliste apparaissait, supputant les chances d'évolution du régime soviétique vers un «modèle de socialisme à visage humain» (déjà) avec lequel il serait bel et bon de partager le monde.

Dans le domaine intérieur, le premier secrétaire (devenu également président du Con-

seil après l'éviction de Boulganine), s'attaque aux rouages défectueux du système, en particulier à cette bureaucratie dont il était originaire; ses déclarations sont nettes: «le parti tourne à vide». A la suite de cette constatation, ladite bureaucratie fut réduite de 700.000 hommes, tandis qu'une déconcentration était effectuée sans retard. En particulier, l'organisme central du Plan ou Gosplan, qui déterminait toute l'évolution économique, fut partagé entre deux organismes, l'un chargé de la planification à long terme, l'autre de la prévision à court terme. Mais cette déconcentration de l'économie ne fut pas la seule. Les républiques fédérées reçurent quelque autonomie de principe et les dirigeants russes de ces républiques, coupables de colonialisme voyant, furent écartés et remplacés par d'autres communistes, du pays même.

A l'égard des satellites, le premier secrétaire alterna les réformes et la répression. Tandis que la révolution de Budapest était écrasée dans le sang, les victimes des purges étaient réhabilitées, et le «libéral» Gomulka, qui se mua vite en despote bureaucratique, accéda au pouvoir en Pologne. Même l'hérétique et schismatique Tito était invité à regagner le giron moscovite.

Mais l'initiative la plus intéressante de Khrouchtchev concerne la voie de passage vers une «nouvelle étape du socialisme», celle du dépérissement de l'Etat et de la fin de la «dictature du prolétariat», le tout conforme au livre de Lénine: «L'Etat et la Révolution». La thèse avancée pour défendre cette évolution étant que le prolétariat avait terminé sa mission de développement de l'industrie lourde... Au demeurant, cette transformation de la «dictature du prolétariat» en «Etat de tout le peuple» ne changea rien aux rouages du pouvoir soviétique. Cela signifiait simplement une avancée des technocrates au détriment du parti en même temps qu'une étape dialectique vers une nouvelle offensive de l'U.R.S.S. Le parti abandonnait des prérogatives inutiles, en particulier dans le domaine de l'économie, mais la puissance de l'Union Soviétique ne fut pas diminuée pour autant. On le vit dans l'affaire de Berlin, où l'U.R.S.S. dénonça le statut quadripartite de la ville, dernier vestige des accords de Potsdam. La fuite de centaines de milliers de citoyens vers l'Ouest ayant vidé la R.D.A. de sa substance, Khrouchtchev se décida à intervenir en déclenchant une crise internationale, ce qui était le meilleur moyen de mettre un terme à ces difficultés causées par un satellite trop docile. Cela permettait surtout de jauger la capacité de résistance des Occidentaux. Khrouchtchev prouva qu'il était aussi bon stratège marxiste que Staline. Cette similitude ne le sauva pourtant pas de la chute. On a longuement épilogué sur la chute de M. K. en accusant la Chine populaire, en mettant en doute ses capacités de dirigeant. Ces explications sont superficielles. Il conviendrait plutôt de rechercher la cause du renversement de K. dans le fait que ce stalinien éprouvé eut le tort de rompre dans les dernières années de son gouvernement l'équilibre entre technocrates et bureaucrates, instauré savamment par son maître et, de plus, s'était mis l'armée soviétique à dos. Le retour d'un «stalinisme larvé» depuis l'avènement de la direction Brejnev-Kossyguine ne confirme-t-elle pas cette hypothèse? Nous aurons à y revenir.

Axel ALBERG.

ALEXANDRE SOLJENITSYNE

2. Le temps de la force pure

La deuxième persécution qui s'est abattue sur Soljenitsyne a commencé au cours de 1963, un an après la parution triomphale d'*Une Journée d'Ivan Denissovitch*. Le dernier *Cahier de l'Herne* en retrace la genèse avec beaucoup de précision. Fort de l'appui de Khrouchtchev, Soljenitsyne publie coup sur coup *l'Inconnu de Kretchevtovka*, *La Maison de Matriona* et *Pour le Bien de la Cause*. S'il est soutenu par *Novy Mir*, il commence à subir les foudres — d'abord légères, puis de plus en plus violentes — de la *Literatournaïa Gazeta*. A partir de la chute de Khrouchtchev, en octobre 1964, l'affaire est entendue: Soljenitsyne ne publiera plus rien en U.R.S.S. (1).

Deux chefs-d'œuvre, *Le Premier Cercle* et *Le Pavillon des Cancéreux*, restent ainsi étouffés. C'est alors que Soljenitsyne joue son va-tout: il adresse, en mai 1967, une lettre au 4^e Congrès de l'Union des Ecrivains, au lendemain même de la condamnation de Siniavski et Daniel. Les premiers mots sont pour demander que le Congrès parle de l'oppression, devenue à la longue intolérable, que, depuis plusieurs décennies déjà, la censure fait peser sur notre littérature, censure qui «soumet les écrivains à l'arbitraire de véritables alphabètes sur le plan littéraire». Toute une série de lettres suivra, destinées soit aux membres, soit au secrétariat de l'Union des Ecrivains. Finalement, Soljenitsyne est exclu de cette organisation en novembre 1969. Ses textes ne seront plus connus en Union Soviétique que clandestinement.

Faut-il voir là un retour au «stalinisme»? La question est délicate. Le stalinisme n'est-il qu'un «champignon» apparu pour un temps dans le champ du marxisme-léninisme — ou en est-il une composante, sinon obligatoire, du moins probable? Soljenitsyne s'est, bien entendu, posé la question. Sans qu'il ait jamais pu y répondre ouvertement, il sent bien, ou sait bien, qu'il n'est plus et qu'il n'a peut-être jamais été communiste. A propos des communistes sincères que l'on trouve dans *Une Journée d'Ivan Denissovitch*, un critique soviétique a eu cette phrase: «La tragédie de ces hommes-là, pour une raison ou pour une autre, intéresse moins l'écrivain.» Pour une raison ou pour une autre... La raison est connue: Soljenitsyne est un écrivain, un poète chrétien, au même titre que Pasternak ou Anna Akhmatova. Il suffit de lire *Etudes et Miniatures* pour savoir que l'Oka, cette seconde Volga, est un fleuve aussi mystique que le Rhône d'Irénée et de Blandine...

Dans son article de la *Pravda* du 19 janvier 1926 consacré à Essenine qui venait de se suicider, Trotsky écrit: «Vive la vie créatrice où, jusqu'au dernier moment, Serge Essenine a entrelacé les fils précieux de sa poésie!» Soljenitsyne se fait une

autre idée de la création — qui le démarque clairement des trotskystes du *Samizdat* — lorsqu'il écrit dans son poème en prose *Au pays d'Essenine*: «Quel alliage de talent le Créateur a-t-il jeté ici, dans cette izba, dans ce cœur de jeune paysan bagarreur, pour que, tout secoué, ce petit paysan trouve tant de matériaux pour la beauté...»

Poète mystique, Soljenitsyne est aussi un poète russe: il ne serait pas l'un sans l'autre. «Je sais que le plus facile pour un écrivain, a-t-il dit, est de parler de lui-même. Mais pour moi le plus important et le plus intéressant était de représenter le destin de la Russie.» Rarement les vertus de l'enracinement auront brillé d'un éclat aussi universel que chez le lauréat du Prix Nobel 1970.

A la suite de l'exclusion de Soljenitsyne de l'Union des Ecrivains, une protestation s'élevait en France, signée par J.-P. Sartre, Elsa Triolet, Vercors, etc.: «Comment aurions-nous pu croire qu'aujourd'hui, dans la patrie du socialisme triomphant, ce que n'avait même pas songé à faire un Nicolas II contre Tchekhov publiant librement son *Sakhaline*, serait le sort de l'écrivain le plus caractéristique de la grande tradition russe, Alexandre Soljenitsyne?» La réponse se trouve, comme bien souvent, dans *L'Avenir de l'Intelligence*.

A la réunion de la section de Riazan de l'Union des Ecrivains, à l'issue de laquelle Soljenitsyne en fut exclu, l'un des orateurs les plus venimeux fut le Directeur des Editions locales, qui n'hésita pas à dire: «Soljenitsyne noircit tout, il a l'intérieur noir.» C'était une illustration caricaturale du mot de Maurras: «L'or socialiste demeure aux doigts du commerçant socialiste dont le poète socialiste reste assez démuné.» (2)

Aux beaux temps où Soljenitsyne était libre, Garaudy publiait *D'un Réalisme sans Rivages*. Aujourd'hui, le réalisme a retrouvé ses tristes rivages. «La barque de l'amour s'est brisée contre le quotidien», écrivait Maïakovski en 1930. Peu de temps après, il livrait sa vie au revolver que le jeune Maurras — celui du *Mont-de-Saturne* — a pu ou su ranger à temps. A temps pour pouvoir prophétiser: «Le temps paraît nous revenir où l'homme sera livré à la Force pure.» (3) L'avenir qu'il redoutait pour l'Intelligence, c'est le présent de la littérature russe, c'est le quotidien où vient durement heurter la barque de Soljenitsyne.

Christian DELAROCHE.

(1) A l'exception de *Zacharie l'Escarcelle* (qui a pu passer dans *Novy Mir*) et de quelques extraits d'œuvres.

(2) *L'Avenir de l'Intelligence*, ch. XV.

(3) *L'Avenir de l'Intelligence*, ch. XXIV.

Rentrée : une année d'offensive

Après avoir fait le bilan, la semaine dernière, d'une année de combat contre-révolutionnaire dans les lycées, Francis Bertin, délégué général de l'U.N.L.A.C., analyse ci-dessous la crise de cette institution.

Notre capital d'expériences doit désormais s'insérer dans la crise globale du lycée. Les secousses de la rentrée révèlent une totale faillite de l'enseignement secondaire. Les titres de presse sont éloquentes : « L'école en crise... la fin des lycées » (*Le Monde*) ; « Vingt millions de parents inquiets » (*Le Nouvel Observateur*). Il faut donc que la situation soit catastrophique pour que cette presse bien-pensante s'émeuve, elle qui a entériné toutes les formes contradictoires décrétées par le ministère, en particulier la réforme Faure. Mais le temps n'est plus aux réformes. Seuls les attardés des féodalités enseignantes semblent encore y croire. La grève qu'elles ont déclenchée ne concerne que leurs intérêts propres et nullement ceux des lycéens. Encore les motifs de cette grève sont-ils contradictoires.

Les « participationnistes » du S.N.E.S. réclament avec humour des classes moins chargées ; si l'on constate l'absentéisme chronique qui vide les lycées, l'on avouera que cette revendication tombe dans le vide. De plus, l'effectif des classes diminue au profit de l'enseignement privé qui comptera 100.000 élèves de plus cette année. Les conservateurs du S.N.A.L.C. se bornent à réclamer 121 jours de vacances. Il est piquant de constater que ce syndicat fera la grève pendant deux jours au lieu d'un pour renchérir sur son adversaire du S.N.E.S. Enfin, les démocrates à trique de la Confédération Nationale des Groupes Autonomes jouent les grévistes de choc pour protester contre « la politisation dans les lycées » et exiger le « respect de la neutralité ». Au-delà de ce jargon, nous pouvons deviner la ferme intention de « reprise en main » évoquée par M. Pompidou dans son discours d'Albi.

Du côté des parents d'élèves, la confusion est tout aussi grande. La Fédération Cornec, qui se situe toujours à l'avant-garde de la démagogie, réclame la poursuite de la réforme Faure dont elle juge les résultats insuffisants. La Fédération Armand se contente d'exiger des réformes de la pédagogie, tandis que la F.N.A.P.E.E.P. tonne pêle-mêle contre la « politisation », la « pollution des esprits », « les cheveux longs », et le fait que les élèves disent couramment « crève salope » au lieu de « oui, monsieur le professeur ».

Au milieu de ces caprices de bureaucrates, de cet assaut de démagogie égoïste, personne ne semble se préoccuper des éléments concernés au premier chef : les lycéens. Il est vrai que malgré les expériences passées, nulle stratégie d'ensemble ne se dégage de ce vaste mouvement de révolte qui prend les formes les plus diverses. Un sentiment domine : celui de l'inutilité du lycée, de sa sclérose.

II - LA FIN DU LYCÉE

La presse lycéenne spontanément apparue la dernière année scolaire, renseigne sur le malaise. Il est frappant de constater que le ton employé est celui de l'amertume ou de l'humour corrosif. Le cadre de pensée se révèle souvent d'une faiblesse déconcertante : marxisme sommaire et mal assimilé, freudisme ou pseudo-freudisme, résurgence d'un surréalisme bavard et ennuyeux ; disons-le tout net : ce n'est pas cette presse-là qui pourra jeter bas le lycée, ce premier moule de la société techno-bureaucratique. On ne combat pas efficacement une société en se jetant à tous les vents de l'anarchisme petit-bourgeois. Le phénomène nous semble d'autant plus grave qu'il a contaminé la majorité des lycéens, et surtout les lycéens « actifs », ceux qui veulent abattre la vieille machine de la rue de Grenelle. Et là encore, la responsabilité des enseignants est clairement établie : qu'ils réduisent notre patrimoine intellectuel à une morne suite de textes appris ou qu'ils jouent les « modernes » en transmettant un bas-marxisme schématique, leur rôle est néfaste.

Et ce n'est pas seulement la décrépitude de l'intelligence enseignante qu'il faut évoquer, mais l'évolution même de la Fonction enseignante. Le monde moderne possède d'autres canaux de transmission de l'intelligence, et le rôle de l'enseignant décroît d'autant. Qu'est-ce que l'enseignant peut bien transmettre, sinon sa propre expérience ? Comme le remarquait un journaliste, le seul métier qu'ils puissent apprendre aux élèves est le métier de professeur. L'enseignant trouve là sa seule justification. Vivant trop souvent en vase clos depuis Napoléon, ignorant des réalités locales et professionnelles, il est à la fois agent et victime de la séparation de l'école et de la vie. Depuis un siècle et demi, les enseignants ne formaient plus d'authentiques humanistes, mais des « cerveaux à pattes », comme dirait Valéry. Et depuis vingt-cinq ans, ils décèbrement la jeunesse. C'est là que réside la clef du « malaise des enseignants ». Ils se savent inutiles, mais ne veulent pas en convenir ouvertement. Leur résistance est d'autant plus forte qu'ils ont été les privilégiés de la démocratie libérale depuis près d'un siècle. Des couches de droits, d'habitudes, de fonctions, se sont constituées, faisant de l'enseignement une succession de féodalités liée à l'Etat dans sa nature même.

Le monopole de l'enseignement, conception totalitaire, a entraîné un véritable régentement de la pensée, dont le diplôme est la suprême expression. Qu'aujourd'hui la démocratie de l'ère techno-bureaucratique se débarrasse de l'enseignement traditionnel n'est pas un mal en soi. C'est d'autant moins un mal qu'elle n'a encore rien trouvé pour remplacer le vide créé par la

décadence du lycée. Ce vide permettra ainsi d'éviter la récupération de la jeunesse par le système en raison des difficultés grandissantes qu'éprouve le système à absorber les masses de lycéens à la sortie de leurs études. A la limite, nous devons combattre de toutes nos forces pour la disparition complète du lycée. Celui-ci est pour l'heure le maillon faible du système, celui qu'aucune réforme ne pourra fortifier. Dans la mesure où le lycée reproduit les conditions idéologiques et pratiques du « désordre établi », sa fin peut tarir les forces de renouveau dont il a besoin. Pour qu'une structure nouvelle naisse, il faut qu'une structure ancienne disparaisse. Il reste à en fixer les étapes et à voir ce qui pourrait remplacer le lycée sclérosé.

Francis BERTIN.

La semaine prochaine : Pourquoi l'enseignement est-il caduc ? Notre stratégie et nos propositions.

Les films de la semaine

VALDEZ, d'Edwin Sherin, avec Burt Lancaster et Susan Clark.

Burt Lancaster a choisi le rôle de Bob Valdez pour son avant-dernière apparition à l'écran. A 58 ans, il renonce en effet au cinéma sur deux westerns dont l'un, "Valdez", se veut particulièrement « engagé ». Le scénario nous présente un métis d'environ 60 ans, policier occasionnel, aux prises avec un gros éleveur de chevaux, et ne lui opposant au départ que douceur et humilité. L'histoire n'aurait rien que de très banal, si Valdez, lassé de subir de douloureuses brimades, ne devenait pour quelques heures le soldat de l'armée américaine, brillant tireur, ancien chasseur d'Indiens, à l'encontre de sa position actuelle. Le but visé au début s'estompe alors et l'on débouche sur un merveilleux « combat » à travers le désert de l'Arizona, dans la tradition des meilleurs westerns. Beauté des images, sobriété de la mise en scène, « présence » indéniable de tous les protagonistes en face du très grand acteur qu'est Burt Lancaster, sont si fascinantes que l'on oublie rapidement l'objectif du metteur en scène. Et même les images finales ne rendent pas convaincante une démonstration qui apparaît alors comme un jeu psychologique et non comme une vérité politique.

JONATHAN, de Hans Geissendorfer.

Ou l'art de confondre vampirisme et hitlérisme. Sur des symboles grossiers et un rythme endormant, le moins « vampirique » des films de vampires, dont la seule qualité est la très belle composition de certaines images. Ne peut que décevoir les amateurs du genre.

Dominique PAOLI.

NAF-TELEX

• Les élections sénatoriales auront lieu le 26 septembre. Plusieurs députés chevronnés s'y présentent, tels les anciens ministres Boscarry, Monsservin et Pic. La Haute Assemblée continue à remplir sa fonction d'asile des vieux de la classe politique.

• Riffi au parti radical. Maurice Faure, furieux que le comité directeur du Parti radical ait préféré la région parisienne screibérienne à Avignon comme lieu de congrès, s'est mis en congé de présidence du parti. Dessous des cartes : le Parti, avec Faure, se rapproche-t-il de la gauche pour sauver ses sièges, ou s'engagera-t-il avec J.-J. S.-S. dans le jeu centriste-réformateur, dangereux dans l'immédiat électoralement parlant, mais qui permettrait au ouistiti néo-radical de se « placer » à terme dans l'aile réformatrice et chabanesque du régime ?

• Réponse du berger à la bergère : un mois après les déclarations de Poniatowski sur la revalorisation du rôle du Parlement, les députés U.D.R. réclament sa résurrection. Les enchères montent à l'approche des législatives.

• Une congrégation religieuse vient de fermer une école privée qui a été vendue par la Société immobilière de la congrégation à un casino. Curieuse interprétation du « Tu es Pierre » du Christ. D'ici à ce que Mgr Marty vienne jouer à la roulette russe dans le nouvel établissement de jeux...

• Jean-Jacques Servan-Schreiber, après avoir liquidé en quin dernier la rédaction en chef de style « pluraliste », impose à "L'Express" un « directeur politique » en la personne de Philippe Grumbach. Et voici Françoise Giroud oubliée... "L'Express" deviendra-t-il un tortillard radical ?

• Le congrès national de Force Ouvrière discutera en novembre d'un rapport de sa commission sur « la place du syndicalisme dans la société ». La "N.A.F." commentera cet important document dès sa parution, et ouvrira à cette occasion un débat sur ce même thème. Il est à noter que F.O. entend maintenant faire siennes les conceptions désormais communément admises ailleurs, sur un dépassement de la notion traditionnelle de syndicalisme.

• M. Viennot propose dans une tribune libre du "Monde" une « O.N.U. des nations » destinée à libérer les « peuples opprimés » : Kurdistan, Ukraine, Bangla-Desh, etc. Après la Babel des grands impérialismes, la voix des petites nations. Le fait national a la vie dure, quoi qu'en pensent les mondialistes de l'O.N.U.

• L'Union des Républiques arabes est une tenue d'Arlequin : l'Egypte accepte la présence des Soviétiques, mais traduit en justice les amis de celle-ci. La Syrie a un gouvernement à participation communiste, tandis que la Libye prêche l'extermination des communistes et l'expulsion des Soviétiques.

Union des Républiques arabes ? Pour combien de mois encore ?

• Au Sud-Vietnam, les adversaires de Thieu l'accusent de vouloir supprimer la démocratie. Les voilà prêts pour faire échec à la « dictature » à recourir à la force. Il est à craindre que ces démocrates soient les fourriers de la démocratie populaire. Démocrates pour démocrates, ceux-ci ont au moins le mérite de la logique.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

LYCEENS

Les responsables lycéens sont priés de se mettre en rapport le plus vite possible avec Francis Bertin et les membres du collectif de l'U.N.L.A.C., afin de recevoir les consignes pour la rentrée.

PARIS-ETUDIANT

Permanence tous les jours de 15 heures à 19 heures, au siège du journal, 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er} (4^e étage).

PARIS NORD-EST

Permanence chaque mardi de 21 heures à 22 heures, à La Mandoline, 2, avenue Secrétan (métro Jaurès).

XV^e

Vendredi 24 septembre, 21 heures, Café des Sports, rue Alain-Chartier. - Métro : Convention. Débat animé par Bertrand Renouvin : La rentrée politique et sociale.

PARIS XVII^e - VIII^e

Permanence tous les mardis à la brasserie « Royal-Monceau » (métro Villiers) à 17 heures.

RUEIL - NANTERRE SURESNES

Permanence tous les mercredis de 20 h 30 à 21 h 30, 8, rue des Godardes à Rueil.

VERSAILLES

Dimanche 26 septembre, à 15 heures, 27, rue Saint-Louis, Versailles. Réunion de rentrée et d'organisation.

BORDEAUX

Pour tous renseignements, écrire à :

J.-J. BOISSEROLLE
B.P. 37

33 - BORDEAUX 01

Permanence : jeudi de 17 h 30 à 18 h 30.

Cercle : jeudi de 21 heures à 22 h 30.

Salon du Café Français, place Pey-Berland.

SAINT-OMER

Réunion le samedi 25 septembre, 20 h 30, Café de l'Agriculture, sur la grand-place.

Conférence de J.-P. Boulogne.

TOULON

Reprise des activités et organisation des cercles d'études. Prendre contact avec F. O'Driscoll, La Caravelle, route de Pierreplane, 83 - Bandol.

TROYES :

Samedi 25 septembre, au restaurant Butat, 50, rue de Turenne, à 21 heures, conférence de Gérard Leclerc.

ALLUMETTES

« ACTION FRANÇAISE »

Des pochettes d'allumettes publicitaires avec l'inscription « Action Française » sont disponibles.

Commandes à adresser à l'U.R.D.S., 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

— Nouvelle Action Française : Paris 642-31.

— A.F. Université : Paris 1918-59.

— Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.

Crime gratuit et démocratie

Arnaud FABRE.

Voici près de quarante ans, Gide représentait dans les « Caves du Vatican », un homme qui en jetait un autre d'un train sans motif, de façon purement gratuite. Il s'agissait en somme de l'illustration romanesque de la fameuse « liberté d'indifférence » chère aux philosophes pré-révolutionnaires du XVII^e et du XVIII^e siècles : on peut, en tant qu'être libre, faire n'importe quoi sans être « motivé », accomplir notamment le crime sans mobile. Lorsque Gide écrivit son roman, il put passer simplement pour un divertissement d'esthète faisant congé dans une vespasienne d'hôtel quatre étoiles. Hélas ! La fiction romanesque est en train de devenir réalité : à quelques semaines d'intervalle, l'assassinat d'un ouvrier peintre de chez Chrysler par Robert C... et Christian Grenouille, la fusillade de Lyon, constituent deux exemples spectaculaires d'actes de violence absurdes commis par des jeunes. Faits divers sans intérêt pour un hebdomadaire politique, dira-t-on ?

Eh bien non ! De tels actes sont le signe de la décomposition d'une société, décomposition dont les causes sont essentiellement politiques. Et c'est parce qu'ils sont prisonniers du cadre politique démocratique que les deux hebdomadaires qui les ont le plus minutieusement analysés, à savoir "Minute" et le "Nouvel Observateur", ont mis à côté de la plaque en adoptant un ton moralisateur pour le premier, en faisant un réquisitoire à la Cayatte contre la Société (laquelle ?) pour le second. Mais voyons plutôt les faits.

Le 28 juillet dernier, Robert C..., 16 ans et demi, Christian Grenouille, 18 ans, croisent en voiture sur une petite route près de Villemes, Victor Piedkiewicz, ouvrier peintre chez Chrysler, qui roule en cyclomoteur. Pris d'une impulsion subite, ils font demi-tour et abattent le cyclomotoriste avec une carabine sans doute volée chez un de leurs amis homosexuels. Aucun mobile au crime, même pas le vol. Quelques jours avant, ils avaient fait quelques essais de ce genre, heureusement non transformés, à Verneuil-sur-Seine (où il y a eu vol en même temps il est vrai), et à Cormeilles-en-Parisis, où en s'amusant à tirer sur des fils électriques ils ajustent en prime un passant qui s'en tire par un coup de chance.

Le 30 juillet, ils blessent au genou une dame près de Cormeilles et lui prennent son sac, puis abattent un garde-forestier pour le plaisir. Enfin, le 31 juillet, en Saône-et-Loire, ils blessent grièvement un pompiste et lui volent 600 francs. Ils sont arrêtés le 22 août.

La fusillade de Lyon met en scène des personnages différents mais dont le cas n'est pas malgré tout sans analogie avec le précédent. Le 12 août, Didier Gélinau, 22 ans, après un repas trop bien arrosé dans un restaurant où il a maille à partir avec un consommateur, peut-être aussi à la suite d'un « voyage » à la drogue, se prend de querelle avec son ami Daniel Dante, 21 ans. Pris d'hystérie, il se met

à tirer une rafale de mitraillette dans la sonde ultra-moderne de son appartement propose à Dante de régler « entre hommes » sa dispute sur une place de la Croix-Rousse. Vient à passer un car de police. Dante et l'égérie de la bande, Claire Auzias, s'esquivent. Gélinau arrose le car qui appelle des renforts. Cerné quelques minutes plus tard de toutes parts, Gélinau braque sa mitraillette sur un policier en hurlant : « Je te flingue. » Naturellement c'est l'autre, plus rapide, qui l'abat. Gélinau, cinq balles dans le corps, n'est cependant pas tué et même survivra. Les jours suivants, l'enquête établit que Gélinau, Dante, Claire Auzias et deux ou trois autres comparses ont à leur actif plusieurs hold-ups. Le motif de ces hold-ups est difficile à définir : L'argent ? accessoirement seulement, Gélinau et Claire Auzias étant enfants de famille aisée. La constitution d'une organisation subversive ? Gélinau et Claire Auzias sont gauchistes, tout comme Danièle Barbezieux, autre membre du groupe. Mais ils n'appartiennent pas à une organisation bien définie. Ils sont individualistes avant tout et, aux dires de leurs copains nihilistes. On retombe là encore en plein dans l'acte gratuit comme pour C... et Grenouille. Des Dalton meurtriers ou des Pieds-Nickelés assassins en somme qui feraient de la violence un divertissement pascalien.

Qu'une telle attitude déconcerte, on le conçoit aisément. Encore faudrait-il faire un effort pour comprendre, au lieu de se contenter de plaquer des catégories a priori. Entre autres, l'analyse de "Minute" est plutôt sommaire. Passons sur sa tirade vengeresse contre les bandes armées gauchistes à propos de la fusillade de Lyon. Cet hebdomadaire à sensation à la dignité de ne pas exploiter (enfin pas trop) les affaires de fesses d'Ursula Andress, et comme il faut bien vivre, il doit provoquer à défaut les palpitations de délicieuse horreur des dames de charité de la droite des salons pour vendre son papier. Mais là où le journal de la Droite d'idées (Brigneau dixit) pousse un peu, c'est quand, dans un beau mouvement de menton, il déclare à propos de C... et Grenouille qu'il n'y a qu'une solution : la guillotine ! A force de vouloir couper la tête aux autres, les "minute men" perdent la leur. Qu'on nous entende bien : nous ne sommes pas contre la peine de mort qui doit rester « l'ultimatum » d'une société. Il est exact que la peur du gendarme reste le commencement de la sagesse et que l'exemplarité du châtiment suprême n'est une réalité.

Nous ne nous sommes jamais laissés prendre au mélodrame de M^e Naud, l'avocat de Pierre Laval, lorsqu'il décrit l'horreur de cette boucherie qu'est une guillotine. Notre pitié va d'abord aux victimes des assassins. Seulement, pour que l'exemplarité du châtiment suprême soit efficace, il faut que certaines conditions soient remplies et que l'assassin en puissance tienne un tant soit peu à la vie : prenons le

cas d'un homme qui serait tenté par un crime crapuleux (égorger une vieille tante à héritage), ou passionnel (tuer un rival gênant). En méditant de tels projets il montre qu'il recherche certains biens dans la vie et qu'il aime celle-ci.

Il l'aime fort mal sans doute, en tentant de satisfaire ses instincts élémentaires au détriment de l'accomplissement des tendances et des fonctions supérieures de sa personne. Du moins en l'absence de tout sens moral, il sera retenu par le calcul suivant : si je me fais pincer, je risque ma peau, c'est trop dangereux. Mais dans le cas de C... et de Grenouille, ou dans le cas de la bande Gélinau, la situation est différente. Ils ont pour leur vie un mépris égal à celui de celle des autres. Après leur arrestation, C... et Grenouille ont déclaré : « Ces cons de flics auraient dû nous descendre », et Gélinau a murmuré : « Je veux mourir, laissez-moi. » Rien d'étonnant à cela. Le milieu familial de C... et de Grenouille était totalement pourri : misère, ivrognerie, prostitution de la mère et des sœurs, une enfance caricaturale dans des taudis, puis à partir de 14-15 ans, la navigation à la dérive, l'entraînement dans les bandes d'homosexuels, les chapardages minables.

Pour être plus bourgeois, le milieu familial de la bande Gélinau ne valait guère mieux. Ainsi le père de Claire Auzias était un professeur de Faculté, structuraliste et plus que libéral dans sa conception de l'autorité paternelle. C... et Grenouille étaient des épaves de banlieue, les membres de la bande Gélinau des fils à papa blasés, parfaits produits de la classe des nantis de la société de consommation, et qui ayant goûté les fruits illusoires de celle-ci, l'avaient prise en horreur avant de prendre leur vie, elle-même en détachement. Les uns et les autres n'hésitaient pas dès lors à jouer leur existence pour connaître une émotion esthétique. Cela, "Le Nouvel Observateur" l'a vu, mais les faux-témoins de ce journal ont « oublié » de dire que les Grenouille et les Gélinau sont des produits de l'idéologie qu'ils véhiculent : la démocratie individualiste et égalitaire dans la mesure où elle dissout les sociétés naturelles, remplace les principaux points de l'amitié humaine que sont la famille, la commune, la nation, par un univers où l'homme encaserné dans des ensembles sans âme, mûr dans sa solitude, est un déraciné. L'« humanisme » marxiste ou existentialiste propose à l'homme de se construire en dehors de tout ordre préétabli, le réduit à être pure facticité, évacue toute transcendance. Dissociété contemporaine, culte de l'homme horizontal, onirisme produit de l'individualisme, voici ce qu'il faut combattre pour éviter de nouveaux Gélinau, de nouveaux Grenouille. Autrement dit, il s'agit de régler une bonne fois son compte à l'idéologie démocratique qui, partie de Rousseau, en arrive à « la mort de l'homme » chère au structuralisme.